
Communiqué :**Tri sélectif**

Le 7 juillet les ministres Luc Châtel et Valérie Pécresse ont reçu quatre syndicats de l'éducation nationale autour des réformes sur la formation des enseignants.

SUD éducation ne faisait pas partie des organisations conviées.

Plusieurs fois, cette année SUD éducation a demandé audience au ministère. Aucune réponse ne nous est parvenue à ce jour.

Les résultats électoraux de SUD éducation et des autres organisations syndicales qui n'ont pas été invitées le 7 juillet montrent largement leur implantation parmi les personnels de l'Éducation nationale.

Pour SUD éducation, le minimum de respect dû à toutes celles et ceux qui travaillent pour l'éducation exige que les ministères écoutent et dialoguent avec toutes les organisations syndicales qui représentent ces personnels.

Cette façon de procéder augure mal des relations de M. Châtel avec les personnels de l'Éducation nationale

Toujours pas d'écoute

Sur le fond de la question de la formation des enseignants, SUD éducation rappelle que la réforme préparée par le gouvernement a mobilisé contre elle la quasi unanimité des universitaires (personnels et étudiants) et des organisations de l'éducation (syndicats, associations, collectifs, coordinations, ...) pendant plusieurs mois. Ce ne sont pas les détails de cette réforme qui ont été rejetés, mais le fond même comme le dit l'appel de la Coordination nationale Formation des enseignants du 14 juin 2009, appel signé par un très grand nombre d'organisations du monde de l'éducation

Comme nous l'avons rappelé lors du CSEN du 1er juillet, « la réforme du recrutement des enseignants doit être abandonnée en l'état et soumise à une véritable négociation. Nous restons totalement opposé à la nécessité d'obtenir le master pour se présenter aux concours d'enseignement du 1er et du 2nd degré. Cette « réforme » signe la fin de certaines spécialités dans l'enseignement professionnel public ; elle va produire un vivier de personnels non titulaires corvéables à merci. C'est une machine de guerre contre le statut de la fonction publique dans l'Éducation avec comme perspective un recrutement local et sans concours. La disparition de fait des IUFM au lieu d'une réforme, va aussi à l'encontre de l'idée que les métiers d'enseignement s'apprennent aussi autrement que sur le tas. »

Pour un vrai dialogue

SUD éducation s'élève

- contre ces pratiques discriminatoires entre organisations syndicales,
- contre de pseudo-négociation consistant pour le gouvernement à garder le fond et l'essentiel des réformes - rejetées massivement par les universitaires et le monde éducatif cet hiver et ce printemps - tout en abandonnant des points marginaux,
- contre le passage en force des réformes gouvernementales.

SUD éducation continuera à exiger l'écoute, le respect et la prise en compte des revendications de toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés ces derniers mois pour une université, et plus globalement une école de qualité, émancpatrice, ouverte à toutes et tous.

Saint Denis le 10 juillet 2009